

Tous les intellectuel.les ne débattent pas autour du président de leur fonction de supplétifs de l'état ni du nécessaire exercice de leur autorité de savant.es auprès de l'ignorante populace. D'autres dénoncent la dérive sécuritaire et policière -bien amorcée sous le ministère Valls- d'un état qui réprime violemment une contestation tout azimut.

Ils se positionnent dans la mêlée, cherchant à mettre leur savoir et leur capacité à s'exprimer dans les média et leurs fonctions, au service de la population et de la démocratie. Leur appel sur Médiapart a au moins le mérite de revivifier le terme d'intellectuel et de mettre des mots sur une réalité politique. Nous relayons l'appel, dont vous pouvez lire un extrait ci-dessous :

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un éborgné), **le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent.** Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des « unités anticasseurs » aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

Plus encore, il veut faire de tous les relais et soutiens aux rassemblements des Gilets jaunes des « complices » potentiel·les des délits qui y seraient commis. Le même jour, le syndicat « Synergie Officiers », rassemblant plus de 40% de voix aux élections professionnelles, publiait un communiqué fascisant ciblant les « nervis d'extrême gauche », décrits comme « des essaims de cloportes » et des « graines d'assassins ». Deux jours plus tard, le 20 mars, le gouvernement annonçait vouloir faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments officiels, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 50 ans. Tout cela contre des manifestantes et manifestants réclamant justice sociale et démocratie, et faisant face, depuis maintenant plus de 4 mois, à une répression policière et judiciaire d'une ampleur inégalée.

Face à cette dérive grave d'un pouvoir incapable d'offrir une réponse politique à la contestation des gilets jaunes, alors que pleuvent depuis des semaines les condamnations internationales des violences policières contre le mouvement (Conseil de l'Europe, Nations Unies, Parlement européen), nous, universitaires pour beaucoup spécialistes des questions de mouvements sociaux, de maintien de l'ordre et de violence politique, alertons solennellement la population des graves dangers que la nouvelle politique du gouvernement, de la majorité parlementaire, de la police et de la justice, font peser sur les libertés publiques et les droits humains (...)

Pour signer le texte :

[https://www.change.org/p/emmanuel-macron-undefined-6f0c402e-d2b0-4163-9a87-25e5ee065f14?source_location=petitions_browse
->https://www.change.org/p/emmanuel-macron-undefined-6f0c402e-d2b0-4163-9a87-25e5ee065f14?source_location=petitions_browse]